Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général LLCER + SES, veuillez visiter :
bac-llcer-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet : Quels sont les facteurs explicatifs de la mobilité sociale ?

Programme officiel : Quelles sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?

Sociologie

Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?	- Savoir distinguer la mobilité sociale intergénérationnelle des autres formes de mobilité (géographique, professionnelle). - À partir de la lecture des tables de mobilité, être capable de mettre en évidence des situations de mobilité ascendante, de reproduction sociale et de déclassement, et de retrouver les spécificités de la mobilité sociale des hommes et de celles des femmes. - Comprendre comment l'évolution de la structure socioprofessionnelle, les niveaux de formation et les ressources et configurations familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Le document compare la répartition des emplois dans la génération du père et dans la génération du fils selon les catégories socioprofessionnelles. Il met en évidence les transformations de la structure des emplois depuis 1977. Ainsi, en 2015, 2,8 % des hommes et 8,3 % de leurs pères sont agriculteurs exploitants ; en 1977, ils étaient respectivement 10,3 % et 25,4 % à exercer cette profession. Dans d'autres catégories, telle que les CPIS, la part des actifs occupés est croissante. Ces évolutions sont à l'origine d'une mobilité sociale dite structurelle.
Document 2	- Le document montre que la structure des emplois selon le niveau de diplôme s'est modifiée. Le nombre d'actifs occupés diplômés de niveau baccalauréat ou plus est en augmentation alors que les actifs occupés n'ayant aucun diplôme, le certificat d'étude primaire ou le brevet des collèges est en diminution (de 11,2 millions en 1982-1984 à 4,8 millions en 2012-2014). - Les familles ont pu bénéficier de ces opportunités de promotion sociale en lien avec l'augmentation du nombre d'emplois qualifiés. Celle-ci peut être mise en relation avec la démocratisation scolaire. - La mobilité structurelle peut aussi faciliter l'amélioration de la fluidité sociale du fait de cette hausse des niveaux de formation..
Document 3	- Ce tableau croise le groupe social du père avec celui du fils selon la taille de la fratrie. Si la destinée des enfants est liée à l'origine sociale, les configurations familiales ont aussi une influence.

	- La mobilité sociale ascendante des enfants d'ouvriers vers la catégorie CPIS est deux fois plus élevée dans les familles de deux enfants et moins comparativement aux familles de 3 enfants et plus. - Concernant les CPIS, l'immobilité sociale (ou reproduction) est d'autant plus forte que la taille de la famille est moindre.
Document 4	- Cet extrait de l'ouvrage « Enfance de classe » de Bernard Lahire présente le cas de Mathilde, dans une famille dont les membres connaissent une mobilité ascendante depuis les grands-parents, en lien avec la réussite scolaire. - Le texte met en évidence à la fois le capital culturel sous différentes formes (diplômes des parents, présence d'une bibliothèque, dispositions intériorisées, etc.), mais aussi les stratégies développées en faveur de la réussite scolaire et sociale des enfants.

Problématique possible :

Quels sont les déterminants de la mobilité sociale ?

Proposition de plan détaillé :

I) La mobilité sociale s'explique en partie par des facteurs structurels.	**II) Mais les configurations et ressources familiales contribuent également à expliquer la mobilité sociale.**
A) L'évolution de la structure des emplois est facteur de mobilité sociale structurelle.	**A) La famille dispose de ressources qui peuvent expliquer la mobilité sociale, parfois en relation avec des stratégies explicites.**
● Nous sommes passés d'une société agricole à une société industrielle, puis à post-industrielle au tournant des années 1970. Ainsi, on assiste à un déclin de l'emploi dans l'agriculture et dans l'industrie. Alors que les agriculteurs représentaient 25,4 % des emplois dans la génération de pères en 1977, ils ne représentent plus que 2,8 % des emplois dans la génération des fils en 2015 (document 1). Ces transformations structurelles de l'emploi expliquent une partie de la mobilité sociale. Les enfants issus de catégories en déclin sont contraints en quelque sorte à de la mobilité. (document 3). ●Parallèlement, on assiste à une tertiarisation de l'économie et donc à un essor des emplois salariés, de cadres, professions intermédiaires et	● Lorsque la famille dispose d'un capital culturel, celui-ci peut être un facteur de reproduction mais dans d'autres cas, il peut générer de la mobilité sociale, parfois sur plusieurs générations (document 4). La présence de livres, la maîtrise du langage, etc. sont autant de ressources familiales, parfois associées à des stratégies (la surveillance du temps d'écran, le contrôle des sorties et des pairs, etc.) pour permettre la réussite scolaire et les trajectoires ascendantes des enfants. ● La famille peut disposer également de ressources économiques qui peuvent aider à obtenir des titres scolaires valorisants (soutien scolaire, choix d'établissements, etc.) ou bien permettant d'améliorer le rendement social du diplôme (dimension linguistique par les voyages à l'étranger, l'achat d'une officine, etc.).

employés. Les CPIS représentaient 5% des emplois dans la génération des pères en 1977 contre plus de 20 % en 2015 dans la génération des fils (document 1). Le nécessaire recrutement dans ces catégories en expansion offre des opportunités de mobilité sociale ascendante, d'autant que le niveau de qualification, est lui aussi en expansion.	● La famille peut également disposer d'un capital social, qui peut favoriser les trajectoires sociales ascendantes : accès à un réseau de connaissances pour obtenir un emploi ou valoriser un diplôme par exemple.
B) L'évolution de la qualification de la population active aussi est facteur de mobilité sociale structurelle	**B) Les configurations familiales impactent également la mobilité sociale.**
● La tertiarisation s'est par ailleurs accompagnée d'une augmentation de la qualification des emplois. Ainsi le nombre de personnes en emploi titulaire d'un diplôme supérieur est passé de 1,5 millions environ en 1982-84 à près de 5 millions en 2012-14, pendant que le nombre de personnes sans diplôme ou titulaire d'un CEP ou brevet des collèges, en emploi était divisé par deux sur la même période (document 2). ● Cette évolution de la qualification des emplois s'est donc accompagnée d'une augmentation des niveaux de formation de la population en lien avec la massification scolaire, offrant ainsi des opportunités d'emploi dans la catégorie PI et CPIS. Certains enfants de classes populaires ont pu connaître une mobilité sociale ascendante (doc 1). Dans ces conditions, l'extension massive de la scolarisation a contribué à la progression de la fluidité sociale et donc au progrès de la mobilité sociale.	● Il existe une multitude de configurations familiales, en fonction de la situation conjugale, de la taille de la fratrie notamment, qu'il est nécessaire de prendre en compte dans l'analyse de la trajectoire des individus. Les enfants de parents divorcés rencontrent parfois des difficultés scolaires pouvant fragiliser leur réussite scolaire et les trajectoires sociales. Dans le cas de parents d'origine étrangère, leur histoire d'immigration et leur origine géographique ont également un effet plus ou moins favorable sur les chances d'ascension sociale de leurs enfants. ● La taille de la fratrie influe sur la mobilité sociale des individus. Ainsi les enfants issus de familles nombreuses voient leurs chances de mobilité sociale diminuer. Alors que 38,1 % des fils de professions intermédiaires qui ont deux frères et sœurs ou moins deviennent cadres, seuls 26,2 % des fils de professions intermédiaires qui ont trois frères et sœurs ou plus le deviennent). (document 3). Cela peut s'expliquer par le fait que moins les enfants sont nombreux et plus les ressources sont concentrées sur un petit nombre. Ceci est d'autant plus vrai lorsque ces ressources ne sont pas très abondantes ce qui peut expliquer certaines stratégies de fécondité observées dans les catégories moyennes.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE A
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : Mobilisation des connaissances

Question : À l'aide d'un exemple, vous montrerez en quoi les stratégies de passager clandestin peuvent contraindre la mise en place d'accords environnementaux à l'échelle internationale. (4 points)

Regards croisés
Quelle action publique pour l'environnement ?

Réponse possible :

Un pays ne peut lutter seul contre le réchauffement climatique, notamment car le climat est un exemple de la tragédie des biens communs (biens qui ont la double caractéristique d'être rivaux et non exclusifs). Par conséquent il est nécessaire de mettre en place des accords environnementaux internationaux. Toutefois, en l'absence de régulateur supranational, ces accords peuvent se heurter à des comportements de passager clandestin de la part de certains États. En effet, un État peut refuser de prendre part aux accords internationaux, car la lutte contre le réchauffement climatique implique des coûts, liés par exemple à l'adoption de nouvelles méthodes de production moins énergivores. Ainsi, il peut sembler rationnel à un État de ne pas ratifier ces accords internationaux, donc de ne pas en subir les coûts, tout en bénéficiant des effets positifs en matière environnementale des changements de comportement des autres pays ayant eux appliqué les accords. Le retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat signé en 2015 lors de la COP 21 peut ainsi s'apparenter à une stratégie de passager clandestin.

Deuxième partie : **Étude d'un document** (6 points)
Sociologie et science politique
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Question 1 : À l'aide des données du document, vous comparerez la participation des ouvriers avec celle des cadres lors du second tour des élections législatives de 2017. *(2 points)*

Réponse possible : Lors du second tour des élections législatives de 2017, 50% des cadres se sont abstenus contre 69% des ouvriers. Les ouvriers se sont donc massivement abstenus. L'écart de l'abstentionnisme entre les deux PCS est de 19 points de pourcentage.

Question 2 : À l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que le vote dépend de plusieurs variables sociodémographiques. *(4 points)*

Réponse possible : Ce tableau statistique nous permet de déterminer un profil des abstentionnistes et de mettre en évidence l'effet de plusieurs variables sociodémographiques, parfois en relation avec la distribution de la compétence

politique dans l'espace social. Même si les femmes participent davantage que les hommes (45% des femmes se sont déplacées aux urnes lors du second tour de l'élection législatives de 2017 contre 42% des hommes), le sexe n'est pas un déterminant marqué du vote.
Au contraire, l'âge et la génération semblent jouer : plus les individus sont âgés, plus ils participent au vote. Les 18-24 ans se sont abstenus à 74%, contre 39% pour les 70 ans et plus. La participation électorale s'accroît à mesure que l'âge des sondés va grandissant.
Nous pouvons aussi remarquer que les CPIS participent davantage aux élections que les ouvriers (50% d'abstentionnistes parmi les CPIS contre 69% parmi les ouvriers). De même les plus diplômés se déplacent davantage aux urnes : 63% des bacheliers sont abstentionnistes contre 50% des détenteurs d'un Bac+3 ou plus, soit un écart de 13 points de pourcentage. La catégorie socioprofessionnelle en lien avec le diplôme sont donc déterminants de la participation électorale.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les politiques de soutien de la demande globale peuvent permettre de lutter contre le chômage.

Programme officiel :
Science économique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Comment lutter contre le chômage ?	Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politique d'allégement du coût du travail, politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- La variation du taux d'intérêt directeur est un levier dont dispose la banque centrale pour agir sur l'octroi de crédit et donc sur la demande de biens et services et ainsi sur la croissance et l'emploi. - Lors de la crise des subprimes, la Banque Centrale Européenne a baissé fortement son principal taux d'intérêt directeur pour dynamiser la demande.
Document 2	- Le budget de l'État est un levier de la politique économique. - En cas d'insuffisance de la demande de biens et services, l'Etat peut agir sur les dépenses publiques et/ou sur les impôts afin de dynamiser la demande.
Document 3	- Le plan de relance de l'économie britannique proposé par Boris Johnson est fondé sur la construction d'infrastructures.

	- Les investissements dans les infrastructures pour les routes, dans l'internet à haut débit ou encore la construction de nouvelles prisons doivent créer des milliers d'emplois.

Raisonnement possible :

Les politiques monétaires expansives permettent de lutter contre le chômage.

- La politique monétaire consiste à faire varier la quantité de monnaie en circulation afin d'agir sur la demande. Les taux d'intérêt directeurs de la banque centrale permettent d'agir sur la capacité des banques commerciales à accorder des crédits.
- Une baisse des taux d'intérêt directeur de la banque centrale entraîne une baisse des taux d'intérêt des banques commerciales. Les entreprises et les ménages peuvent ainsi emprunter davantage. Leur capacité à investir et à consommer en est accrue, ce qui dynamise la demande.
- En période de ralentissement économique ou de récession, la Banque Centrale Européenne peut avoir intérêt à mener une politique monétaire expansive. En 2009, suite à la crise financière, la BCE a baissé fortement son principal taux d'intérêt directeur pour soutenir la demande globale.

Les politiques budgétaires expansives permettent également de lutter contre le chômage.

- L'Etat peut mener des politiques budgétaires expansives consistant à utiliser le budget de l'Etat pour dynamiser l'activité économique, soit en augmentant les dépenses, soit en diminuant les recettes de l'Etat (prélèvements obligatoires).

  Il existe deux grands types de politiques possibles en matière de dépenses publiques :
- Les politiques sociales qui consistent à augmenter les dépenses sociales et sont orientées vers les ménages les moins favorisés (RSA…). Cela permet d'augmenter les revenus des ménages les moins favorisés et impacte d'autant plus la demande que les ménages les moins favorisés sont ceux qui consomment la part la plus importante de leur revenu.
- Les politiques de soutien à l'investissement : l'Etat peut soutenir les investissements privés ou réaliser lui-même des investissements. Ces politiques visent à compenser l'insuffisance des investissements privés pour dynamiser la demande. Un investissement public dans des infrastructures routières entraîne l'augmentation de la production pour les entreprises du BTP. Ces entreprises doivent donc embaucher. Les ménages concernés par ces embauches voient leur revenu s'accroître, ils vont consommer davantage. La production va donc de nouveau augmenter. De nouvelles embauches ont alors lieu…

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE B

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances *(4 points)***
Science économique
Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

Question : À l'aide d'un exemple, vous montrerez comment la différenciation des produits peut expliquer le commerce entre pays comparables.

Réponse possible :

La différenciation des produits correspond à l'existence de différences (objectives ou subjectives) faisant que deux produits proches ne sont pas considérés comme identiques par tous les consommateurs. Celles-ci reposent sur les goûts des consommateurs et leur pouvoir d'achat respectif.
Ainsi les Allemands et les Français échangent des automobiles afin de satisfaire leur désir de variété tant au niveau des prix que de la qualité de celles-ci. De plus, il s'agit de choix de spécialisation différents, les firmes allemandes ayant privilégié les modèles haut de gamme et la France des modèles de gamme moyenne.

Deuxième partie **: Étude d'un document (*6 points*)**

Question 1 : À l'aide des données du document, comparez l'évolution du PIB avec celle des émissions de GES entre 1990 et 2019. (2 points)

Selon la Commission européenne, en France, en 2019, l'indice du PIB est de 155, base 100 en 1990, soit une augmentation de 55%, et l'indice des émissions de GES est de 75, base en 1990, soit une diminution de 25%.

Le rapport des deux, c'est-à-dire le ratio entre les émissions de GES et le PIB est passé de l'indice 100 en 1990 à 50 en 2019, soit une diminution de 50%.

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez comment l'innovation peut rendre la croissance économique soutenable.
(4 points)

Malgré l'augmentation du PIB en France au cours de la période 1990/2019, les émissions de GES (essentiellement les gaz issus de la combustion des énergies fossiles comme le gaz ou le pétrole) ont diminué, l'intensité de la croissance en émissions de GES a donc diminué de 50% au cours de la période, ce qui tend à prouver que la croissance est de plus en plus respectueuse de l'environnement. Un certain nombre d'innovations ont permis cette évolution, en matière de procédés de production par exemple, moins énergivores et moins polluantes (traitement et recyclage des déchets). En matière de consommation, des innovations de produit ont

aussi permis de rendre la croissance plus propre, comme dans l'habitat ou l'automobile par exemple. Enfin, le développement des énergies renouvelables a favorisé une croissance verte et donc plus durable, comme le photovoltaïque ou l'éolien. L'innovation est donc bien une solution aux limites écologiques de la croissance, en réduisant les externalités négatives (pollution et épuisement des ressources), permettant ainsi de rendre la croissance soutenable.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire** (10 points)

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la catégorie socioprofessionnelle et le revenu ne sont pas les seuls facteurs qui structurent l'espace social.

Programme officiel :
Sociologie et science politique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Comment est structurée la société française actuelle?	- Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence).

Exploitation possible des documents :

Document 1	- En 2018, selon l'INSEE, le niveau de vie annuel moyen des personnes vivant dans un ménage de France métropolitaine est de 26570 euros, soit 2214 euros par mois. -Présence de fortes inégalités de niveau de vie moyen entre les catégories socioprofessionnelles. Les personnes exerçant un emploi de cadre ou une profession intellectuelle supérieure, disposent du niveau de vie moyen le plus élevé en 2018 : 39860€ par an, soit près de deux fois celui des ouvriers ou des employés. - Seuls des employés et ouvriers ont un niveau de vie moyen inférieur à celui de l'ensemble de la population en 2018, respectivement avec 21480€ et 20310€ par an.
Document 2	-Le salaire mensuel net moyen des hommes, en équivalent temps plein est de 2 438 euros en 2015, celui des femmes de 1 986 euros, soit un écart de 452 euros. Les femmes perçoivent donc, en moyenne, 81,5 % du salaire des hommes (1 986 divisé par 2 438), ou ont un salaire inférieur de 19 %. - Au niveau médian, les femmes gagnent un salaire inférieur de 13 %, ce qui représente un écart de 256 euros par mois avec leurs homologues masculins. - Plus on progresse dans l'échelle des salaires, plus l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes est important. -Le salaire minimum des 10 % des femmes les mieux rémunérées est

	inférieur de 21 % à celui des hommes (soit 3 149 euros pour les femmes contre 3 990 euros pour les hommes). - Les inégalités de salaires entre les sexes sont les plus fortes parmi les salaires les plus élevés : le salaire minimum des 1% des femmes les mieux rémunérées est inférieur de 34% à celui des hommes, soit une différence de 3186€ par mois.
Document 3	- Le lieu de résidence peut aussi contribuer à dessiner un espace social hiérarchisé. -Les grands pôles urbains sont ceux qui concentrent la plus forte pauvreté. -Cependant, les grands pôles urbains sont aussi ceux qui concentrent la population la plus favorisée, ce qui peut s'expliquer par l'offre culturelle plus importante, l'existence de transports en commun, et aussi par la concentration de diplômés, notamment dans les centres villes. -C'est dans les zones rurales plus isolées que le niveau de vie médian est le moins élevé avec 1568€ par mois.

Raisonnement possible :

La société française est composée d'individus aux caractéristiques sociales très différentes. Il existe ainsi une multiplicité de critères de différenciation sociale, c'est-à-dire des caractéristiques qui permettent de déterminer des groupes d'individus qu'il est ensuite possible de comparer les uns par rapport aux autres. Ces critères façonnent l'identité sociale et déterminent la place de l'individu dans la société.
Quels sont les multiples facteurs à l'origine de la hiérarchie et du classement social dans nos sociétés ?

La catégorie socioprofessionnelle et le revenu structurent et hiérarchisent l'espace social.

- L'espace social est tout d'abord structuré et hiérarchisé selon la catégorie socioprofessionnelle. Certaines professions vont être considérées comme favorisées en termes de ressources monétaires mais aussi sociales.
- Le revenu structure et hiérarchise également l'espace social. Les différences de revenu génèrent de fortes inégalités de niveau de vie. Les personnes exerçant un emploi de cadre ou une profession intellectuelle supérieure, disposent du niveau de vie moyen près de deux fois plus élevé que celui des ouvriers ou des employés. Par ailleurs, les inégalités de revenu et les inégalités de patrimoine s'entretiennent mutuellement et se cumulent.

.

Mais d'autres facteurs peuvent aussi hiérarchiser et structurer l'espace social.

- L'espace social est structuré et hiérarchisé selon d'autres facteurs comme le genre. Au travail, dans la sphère privée, dans les médias, dans l'espace public, les femmes occupent des positions sociales moins avantageuses que les hommes. On constate des écarts de salaires importants entre les hommes et les femmes au sein de la société, notamment en haut de l'échelle des revenus.

- Enfin le lieu de résidence peut aussi contribuer à dessiner un espace social hiérarchisé. Les pôles urbains favorisés sont mieux dotés en ressources publiques et privées par exemple des équipements sportifs, des espaces verts y sont plus nombreux et mieux desservis en transport.
  La concentration de groupes sociaux favorisés dans un quartier conduit à en écarter les groupes défavorisés qui n'ont pas les moyens de s'y installer.

  Enfin la composition du ménage, l'origine ethnique, la position dans le cycle de vie ont également des dimensions structurantes de notre société.

L'ensemble des dimensions qui structurent la société ne se superposent pas, elles sont en relation les unes avec les autres et interagissent.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.